



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-83570>

Département(s) de publication : **16**

Annonce n° **25-83570**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : GrandAngoulême agglomération

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Travaux d'entretien, réparations, confortements et réfection d'ouvrages d'art

Description : Travaux d'entretien, réparations, confortements et réfection d'ouvrages d'art

Identifiant de la procédure : 3fef75e6-3bf2-496e-89d9-6d1163316141

Identifiant interne : GrAP-25042

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

Principales caractéristiques de la procédure : L'accord-cadre est composite : - Pour les travaux inférieur à 70 000 Euros HT, la forme du contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sur base de prix unitaires définis dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. - Pour les travaux égal ou supérieur à 70 000 Euros HT, la forme du contrat est un accord-cadre multi-attributaire s'exécutant par la passation de marchés subséquents. Le montant maximum des commandes par application des prix définis dans le bordereau des prix unitaires est de 5 000 000 Euros HT par an. Sa durée est de 4 ans ferme. Les prix sont définitifs et révisables dans les conditions mentionnées au CCAP. Les prestations comportent une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 45220000 Ouvrages d'art et de génie civil

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Charente (FRI31)

Pays : France

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Les prestations comportent une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion : Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux : Interdictions de soumissionner de plein droit mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique et interdictions de soumissionner mentionnées en annexe 4 du règlement de la consultation

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Entretien, réparation et restauration d'ouvrages d'art

Description : Entretien, réparation et restauration d'ouvrages d'art

Identifiant interne : GrAP-25042

5.1.1 Objet

Nature du marché : Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv): 45220000 Ouvrages d'art et de génie civil

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Charente (FRI31)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/09/2025

Date de fin de durée : 31/08/2029

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 5,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Les critères de sélection des offres sont précisés dans le RC

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=600531&orgAcronyme=s4l>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://demat-ampa.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 12/09/2025 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 5 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Montage financier : Le budget de chaque collectivité financera les dépenses afférentes aux marchés. Aucune demande de subvention n'a été effectuée auprès d'organismes extérieurs. Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire après émission de l'ordre de payer dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'ordonnateur. En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, dans le cas où le bon de commande est supérieur à 50 000 euro(s) HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, une avance de 10 % est accordée au titulaire (sauf indication contraire dans l'acte d'engagement) dans les conditions fixées dans le même article. Cette avance est portée à 10 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise en application de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, en partie sans remise en concurrence et en partie avec remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Poitiers

Informations relatives aux délais de recours : La procédure du référé précontractuel prévue aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative peut être mise en oeuvre avant la signature du contrat. La procédure du référé contractuel prévue aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative peut être également mise en oeuvre après la signature du contrat sauf introduction préalable d'un référé précontractuel. Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, req. 358994; article L.521-1 du Code de juridiction administrative).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : GrandAngoulême agglomération

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : GrandAngoulême agglomération

Numéro d'enregistrement : 20007182700014

Adresse postale : 25 boulevard Besson Bey

Ville : Angouleme cedex

Code postal : 16023

Subdivision pays (NUTS) : Charente (FRI31)

Pays : France

Point de contact : Service commun de la commande publique

Adresse électronique : marche-public@grandangouleme.fr

Téléphone : +33545386984

Profil de l'acheteur : <https://demat-ampa.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Poitiers

Numéro d'enregistrement : 17860004500029

Adresse postale : 15 rue de Blossac - BP541

Ville : POITIERS CEDEX

Code postal : 86020

Subdivision pays (NUTS) : Vienne (FRI34)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Téléphone : +33549607919

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://poitiers.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 75794cf7-46af-4803-9bd3-d2ded617aaa6 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 22/07/2025 à 11:38

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/07/2025